



# Entre massification et innovations : La communication de la CGT durant le Front populaire

Morgan Poggioli

## ► To cite this version:

Morgan Poggioli. Entre massification et innovations : La communication de la CGT durant le Front populaire. Propagande, information, communication. Cent ans d'expériences de la CGT, Nov 2009, Montreuil, France. <hal-01368603>

**HAL Id: hal-01368603**

**<https://hal-univ-bourgogne.archives-ouvertes.fr/hal-01368603>**

Submitted on 19 Sep 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Entre massification et innovations : La communication de la CGT durant le Front populaire

Morgan Poggioli

Docteur en Histoire, chercheur associé au Centre Georges Chevrier

Université de Bourgogne

Les années 30 et le Front populaire particulièrement, marquent un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier où la CGT tend à redéfinir son rapport à la société, à s'affirmer en tant qu'acteur social de la nation grâce à sa représentativité nouvellement acquise dans le cadre d'une expérience unique du syndicalisme de masse et qui s'accompagne d'une attention croissante portée par la CGT à sa communication et à ses outils de diffusion.

C'est dans ce contexte que nous nous proposons donc d'étudier la communication confédérée et ses principales évolutions dans le domaine des techniques et du discours. Nous aborderons tout d'abord la presse, outil traditionnel de la propagande syndicale, touchée par un accroissement sans précédent de ses tirages et par l'apparition de nouveaux titres. Nous verrons dans un second temps que le Front populaire permet aussi à la CGT d'innover et de s'essayer aux nouveaux média de l'époque, que sont le cinéma et la radiodiffusion.

L'étude de ces différents niveaux (contenu/diffusion/destinataire) devra nous permettre d'obtenir une vue d'ensemble de la communication confédérée durant cette période, en soulignant ses succès et ses limites.

---

## La presse syndicale

Durant le Front Populaire, la presse syndicale connaît un grand essor, à l'image de la CGT. Cette multiplication des journaux syndicaux s'explique d'une part par la ruée syndicale qui accompagne la vague de grèves du printemps 1936, d'autre part, par la structure fédéraliste de la CGT, maintenue au congrès de Toulouse au moment de la réunification.

---

## Les organes officiels

La presse que nous nommerons confédérale, dans le sens où elle dépend directement de la direction de la CGT, compte à elle seule plusieurs titres. On trouve *Le Peuple*, organe officiel de la CGT, généraliste et administré par Bouyer, secrétaire adjoint<sup>1</sup>. Les autres publications sont plus spécialisées et destinées exclusivement aux militants telles *La Voix du Peuple*, recueil officiel des décisions syndicales édité sous la responsabilité de Bothereau secrétaire adjoint ; *Le Droit ouvrier*, organe du Conseil juridique de la CGT, qui jusqu'en 1938 constituait une partie de *La Voix du Peuple* ; *Le Bulletin ouvrier des Assurances sociales* destiné aux assurés de la caisse « Le Travail » de la CGT ; *L'Atelier pour le Plan*, organe du Conseil économique de la CGT paru entre 1935 et 1937<sup>2</sup>. A partir de 1937, le développement des publications confédérales en langues étrangères (arménien, bulgare, espagnol, italien, yiddich ou polonais) destinées aux travailleurs immigrés, prouvent l'accroissement de leur représentation dans les rangs de la CGT durant le Front populaire<sup>3</sup>. *Pravo Ludu* est par exemple le journal confédéral bimensuel des syndiqués polonais, très nombreux dans la corporation minière et en particulier dans le Nord. Son tirage oscille entre 7000 et 8000 exemplaires ce qui constitue un chiffre tout à fait remarquable et marque une véritable implantation du journal sur des bases sociales spécifiques<sup>4</sup>. Il existe également le journal *L'operaio italiano*, périodique syndical des ouvriers italiens<sup>5</sup> ou le mensuel *La parole ouvrière*, édité par le Groupement des travailleurs russes confédérés créé en 1937<sup>6</sup>.

De plus, l'ensemble des organisations fédérales édite, sous le contrôle direct de leurs responsables, un journal à destination de leurs adhérents<sup>7</sup>. Au niveau local, cette augmentation est encore plus importante (hausse de 25% du nombre de titres<sup>8</sup>) car certaines unions n'étaient aucun journal auparavant, faute de moyens et de militants. Cette mutation accompagne ici le renforcement des unions départementales et locales qui se généralisent durant cette période et de leurs permanents qui encadrent désormais la conflictualité des rapports du travail par les procédures de conciliation et d'arbitrage. On compte alors plus de 300 publications émanant de la CGT, de ses fédérations, de ses unions et de ses syndicats les plus importants, suffisamment riches pour se doter d'un organe de

---

<sup>1</sup> *Le Peuple à la une*, Montreuil, Editions SA EPJS Le Peuple, 1995.

<sup>2</sup> IHS CGT, CFD 31 : *Cahiers de la presse*, juillet-septembre 1939.

<sup>3</sup> DREYFUS M., *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 1995, p.184.

<sup>4</sup> IHS CGT, CFD 48 : Rapport sur les tirages du journal *Pravo Ludu*, 1939.

<sup>5</sup> IHS CGT, CFD 31 : Rapport sur le journal *L'Operaio italiano*, 8 janvier 1940.

<sup>6</sup> CAC, 19940503/4 : Note sur le Groupement des travailleurs russes confédérés, 17 février 1940.

<sup>7</sup> IHS CGT, CFD 7 : Liste des organes fédéraux, s.d. Voir annexe 1.

<sup>8</sup> IHS CGT, CFD 7 : Liste des organes départementaux, s.d. Voir annexe 2.

---

---

presse<sup>9</sup>. Le tout représente une dépense mensuelle de plusieurs millions de francs pour la CGT<sup>10</sup> qui finit par acquérir sa propre imprimerie en 1938<sup>11</sup>. Mais les organes officiels, qui constituent la catégorie la plus nombreuse de la presse syndicale, connaissent des destins contrariés. Ainsi si la *Tribune des fonctionnaires* tire à plus de 300 000 exemplaires<sup>12</sup>, *Le Peuple*, qui est le 19<sup>ème</sup> des 21 plus grands quotidiens du pays avec 16 000 tirages journaliers connaît de grandes difficultés financières, malgré un potentiel de lecteurs qui n'a jamais été aussi important<sup>13</sup>. Alors que chaque syndicat est statutairement obligé de s'abonner à l'organe officiel de la CGT, près de la moitié de ses syndicats ne l'ont pas fait à la fin de l'année 1937, ce qui met en péril l'existence même du *Peuple*<sup>14</sup>. Si les choses s'améliorent par la suite, le nombre d'abonnements passant à 18 049 en juin 1938, reste que sur les 15 757 syndicats que compte la CGT au 31 octobre 1938, 3 600 syndicats répartis dans 60 unions départementales ignorent encore complètement le quotidien confédéral<sup>15</sup>. Un an plus tard, le chiffre des abonnements retombera à 15 319 et le déficit dépassera les 7 millions de francs<sup>16</sup>.

Un grand nombre d'adhérents de la CGT préfèrent en effet un journal plus politique (*L'Humanité*, *Le Populaire*) voire une autre catégorie de presse syndicale, mais non officielle cette fois, que nous appelons les organes de tendances. Car si le congrès de réunification avait consacré la victoire des confédérés sur les Unitaires en mars 1936, le mouvement de grèves et l'afflux de nouveaux syndiqués va donner lieu à des luttes d'influence passant entre autre par la diffusion de journaux partisans.

### Les organes de tendances

*La Vie ouvrière* est certainement le journal qui illustre le mieux ces rivalités intestines. Hebdomadaire fondé en 1909, *La Vie Ouvrière* devient après la scission CGT/CGTU l'organe de cette dernière. Depuis la réunification de mars 1936, si elle perd son caractère officiel, elle continue à paraître malgré la demande des confédérés et devient le journal de la tendance Unitaire et communiste, dont la direction est confiée à l'ancien Bureau de la CGTU. D'un tirage limité avant la réunification, sa diffusion connaît une progression rapide, à partir de 1935. De 12 000 exemplaires revendiqués en mai

---

<sup>9</sup> IHS CGT, CFD 31 : *Cahiers de la presse*, juillet-septembre 1939. Exemples : *L'Employé parisien*, *La Voix du mineur* dans le Nord, *La Tribune des mineurs* du Pas-de-Calais, *L'Ecole du Grand Paris* du SNI de la Seine. Dans le Bas-Rhin, des éditions spéciales en fonction des nécessités linguistiques existent : *Revue des Personnels des services publics*, *Le métallurgiste*, *L'Echo des tabacs* ou *Le Cheminot unifié*.

<sup>10</sup> IHS CGT, CFD 32 : Rapport sur la presse syndicale, s.d.

<sup>11</sup> *La Révolution prolétarienne*, 25 janvier 1939.

<sup>12</sup> BELLANGER C., GODECHOT J., GUIRAL P. (dir), *Histoire générale de la presse*, tome 3, Paris, PUF, 1972, p.583.

<sup>13</sup> DREYFUS M., *Histoire de la CGT*, op. cit., p.169.

<sup>14</sup> IHS CGT, CFD 31 : circulaire H.144 du Bureau confédéral, 26 novembre 1937.

<sup>15</sup> IHS CGT, CFD 31 : Rapport sur *Le Peuple* pour le congrès de Nantes, novembre 1938.

<sup>16</sup> IHS CGT, CFD 31 : Rapport sur *Le Peuple* et l'imprimerie par Galantus, 1940.

---

---

1936, son tirage passe à plus de 200 000 en 1937 avec un pic à 500 000 pour le numéro spécial du 1<sup>er</sup> mai<sup>17</sup>. Cette croissance des ventes lui permet de passer à 16 pages à partir du 26 novembre 1936 contre 12 auparavant et de devenir « *un journal complet, le journal du foyer ouvrier* »<sup>18</sup>. Particulièrement bien diffusée dans la région parisienne qui représente plus d'un tiers des ventes<sup>19</sup>, *La Vie Ouvrière* constitue le relais privilégié des thèses Unitaires dans le domaine social et économique (appui des luttes revendicatives, réserves sur le Statut Moderne du Travail et la conciliation et l'arbitrage obligatoire) ainsi qu'en matière de politique internationale (condamnation de la non-intervention en Espagne, campagne en faveur de l'unité internationale, opposition aux Accords de Munich). Elle est alors comparée par ses adversaires à une « *sous-Humanité à usage syndical* »<sup>20</sup>. L'augmentation de ses tirages montre que les nouveaux syndiqués sont réceptifs à ses mots d'ordre et tend à démontrer l'accroissement du poids des Unitaires dans la CGT réunifiée.

*La Révolution Proletarienne* est une revue bimensuelle créée en 1925. Elle est fondée par un noyau de syndicalistes révolutionnaires, minoritaires au sein de la CGTU, dont les principaux leaders sont Monatte, fondateur de *La Vie Ouvrière*, Hattenberger, Chambelland et Rosmer. Opposé au réformisme de la CGT et à la tutelle du PCF sur la CGTU, ce journal se donne pour objectif de « *faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et l'Etat* » dans la CGT réunifiée. Se référant constamment à la Charte d'Amiens, *La Révolution Proletarienne* mène campagne pour que le syndicalisme reste indépendant du pouvoir et garde ses distances avec le Rassemblement Populaire. Les grèves de juin 1936 sont d'ailleurs analysées comme la confirmation de l'existence d'un véritable courant révolutionnaire au sein de la classe ouvrière qui ne compte que sur ses propres forces et non sur celles des partis ou des gouvernements. Avec *L'Ecole émancipée*, *l'Avant-garde syndicale*, *La Voix syndicaliste* et *Le Libertaire syndicaliste*, *La Révolution Proletarienne* représente l'un des organes les plus importants des courants de l'extrême gauche de la CGT, avec cependant moins de 1500 abonnements en 1935<sup>21</sup>. En janvier 1937, ces minorités révolutionnaires signent ensemble le Manifeste de défense du Syndicalisme Lutte de classe, acte de fondation de la tendance Cercle syndicaliste lutte de classes dont l'influence reste limitée à l'échelle

---

<sup>17</sup> *La Vie Ouvrière*, 29 avril 1937 : « 1<sup>er</sup> mai 1936–1<sup>er</sup> mai 1937 » graphiques sur la progression de plusieurs Fédérations et Unions ainsi que des tirages de *La Vie Ouvrière*.

<sup>18</sup> *La Vie Ouvrière*, 19 novembre 1936.

<sup>19</sup> BOULOQUE S., « *La Vie Ouvrière* (1920-1935) : relais de *L'Humanité* communiste ? », in *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris Editions Nouveau Monde, 2004, p.105.

<sup>20</sup> *Le Populaire*, 30 septembre 1937 : « Tribune du parti » par Chatignon.

<sup>21</sup> RIOUX J.P., *Révolutionnaires du Front populaire*, Union Générale d'Éditions, Paris, 1973, p.17.

---

---

nationale et ne permet pas de peser véritablement sur l'orientation confédérale<sup>22</sup>. Le journal qu'elle édite à partir de janvier 1938, *Le Réveil syndicaliste*, reflète cette faiblesse avec un tirage qui n'excède pas 5000 exemplaires<sup>23</sup>.

Le journal *Syndicats* est l'organe de la tendance du même nom. Il se constitue après la réunification syndicale, à l'automne 1936, sous la direction de Belin, secrétaire adjoint de la CGT et d'un nombre important de cadres syndicaux. Tiré à près de cent milles exemplaires, trois valeurs fondamentales résument les idées de *Syndicats* : l'indépendance du syndicalisme, le réformisme et le pacifisme. Grand défenseur de la Charte d'Amiens plus encore que celle de Toulouse scellant l'unité, *Syndicats* se fait le champion de l'indépendance syndicale face à l'Etat et aux partis politiques mais limite cette action à la lutte contre les Unitaires. A partir de 1937, le journal dénonce leur « *noyautage* », leurs « *manœuvres* » et « *la colonisation* » si bien que l'anticommunisme constitue rapidement son principal fer de lance<sup>24</sup>. Partisans de l'action constructive du syndicalisme, ses membres se définissent eux-mêmes comme des « *réformistes pondérés et modérés* »<sup>25</sup> défendant le Plan de la CGT, la politique de présence et la mise en place de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire à la fin de l'année 1936. Enfin sur la question de la paix, *Syndicats* est favorable à une politique d'apaisement, ce qui le conduit à approuver la non-intervention en Espagne alors que la CGT la condamne et à se féliciter de la signature des Accords de Munich tandis que les Unitaires parlent de trahison. Sur ce point, son pacifisme nourrit son anticommunisme qui lui vaut une opposition farouche des Unitaires et enveniment les relations entre les militants syndicaux.

C'est pour y mettre fin que Jouhaux propose, à la fin de l'année 1937, la création d'un nouveau journal syndical, *Messidor*. Se présentant comme « *l'hebdomadaire de la démocratie syndicale* », le premier numéro paraît le 18 mars 1938. Si les différents courants sont représentés au sein de sa direction, appuyant ainsi le caractère unitaire du journal, il n'en reste pas moins un organe de tendance<sup>26</sup>. En effet, face à *La Vie Ouvrière* et à *Syndicats*, il est d'abord le journal du secrétaire général de la CGT qui se dote d'un organe publié « *sous sa responsabilité personnelle* »<sup>27</sup>. *Messidor* doit en effet être considéré comme l'organe de la tendance dite centriste, groupée autour de Jouhaux. Proche des Unitaires en ce qui concerne la

---

<sup>22</sup> PRESUMEY V., *Minorités syndicales révolutionnaires dans la CGT du Front Populaire, 1935-1939*, TER : Histoire contemporaine, Grenoble II, p.57.

<sup>23</sup> RABAUT J., *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*, Paris, Denoël, 1974, p.289.

<sup>24</sup> ROGLIANO MF., « L'anticommunisme dans la CGT, Syndicats », *Le Mouvement Social*, n°87, avril-juin 1974, p 63-84.

<sup>25</sup> DREYFUS M., *Histoire de la CGT*, op. cit., p.180.

<sup>26</sup> IHS CGT, CFD 33 : Circulaire de Jouhaux H149 aux UD et Fédérations, 20 décembre 1937.

<sup>27</sup> IHS CGT, CFD 32 : Compte rendu sur la Société Coopérative Ouvrière Messidor, 29 mars 1938.

---

---

politique extérieure (opposition à la non-intervention en Espagne, prudence à l'égard des Accords de Munich), *Messidor* s'en démarque concernant l'indépendance du syndicalisme et l'influence grandissante des communistes au sein de la CGT. Il rejoint sur ce point les positions défendues par *Syndicats*. Enfin concernant la question sociale, nous pouvons signaler que *Messidor*, qui a entraîné la disparition de *L'Atelier pour le Plan*, insère un grand nombre d'articles écrits par des membres du Conseil économique de la CGT défendant l'idée planiste<sup>28</sup>.

Mais *Messidor* s'avère un échec éditorial malgré la présence du Lucien Vogel venu de *Vu*<sup>29</sup>. Sur cinq millions de journaux expédiés fin septembre 1938, un tiers ne sera jamais payé<sup>30</sup>. Sa diffusion est entravée par l'implantation plus ancienne de *La Vie Ouvrière* dans les centres industriels ou boycotté par les instituteurs et les postiers acquis à la tendance *Syndicats*<sup>31</sup>. Attaqué pour sa partialité, sa mauvaise gestion et arrivé trop tardivement pour s'imposer dans la lutte instituée depuis plus d'un an par ses concurrents, *Messidor* ne parvient pas à trouver son lectorat. En 1939, ses ventes enregistrent une nouvelle baisse pour atteindre vingt mille exemplaires. Quand sa publication prend fin avec la déclaration de guerre, le déficit atteint la somme de 4 188 666 de francs, pour 18 mois d'existence seulement<sup>32</sup>.

Ainsi le Front populaire marque une période faste pour la presse syndicale : quantitativement avec un accroissement numérique conséquent de ses titres, en particulier à l'échelle locale et départementale ; qualitativement avec l'insertion d'un plus grand nombre de photos surtout pendant la vague de grèves de mai-juin 1936. Concernant les tirages, le bilan s'avère plus mitigé. Certains journaux rencontrent de grandes difficultés de diffusion dues, d'abord à leur ligne éditoriale, à la concurrence que se livrent les organes syndicaux entre eux ensuite, mais également aux possibles difficultés rencontrées avec Hachette qui a un quasi monopole sur la distribution de la presse française à ce moment-là. *Messidor* aurait ainsi été saboté par les messageries Hachette « en les noyant dans leur bouillon » et en freinant au maximum les politiques d'abonnements<sup>33</sup>. Quant au développement des organes de tendances, il est le reflet de la croissance de la CGT et de la modification profonde de ses équilibres socioprofessionnels internes, survenue entre 1936 et 1938.

---

<sup>28</sup> IHS CGT, CFD 31 : *Cahiers de la presse*, juillet-septembre 1939.

<sup>29</sup> BELLANGER C., GODECHOT J., GUIRAL P. (dir), *Histoire générale de la presse*, op. cit., p.584.

<sup>30</sup> IHS CGT, CFD 32 : Lettre de Vogel à Harmel, 19 avril 1939.

<sup>31</sup> IHS CGT, CFD 32 : Rapport sur *Messidor* du 18 mars 1938 au 15 mars 1939 par Galantus.

<sup>32</sup> IHS CGT, CFD 32 : Bilan de *Messidor* au 31 décembre 1939, 29 avril 1940.

<sup>33</sup> BELLANGER C., GODECHOT J., GUIRAL P. (dir), *Histoire générale de la presse*, op. cit., p.471.

---

---

## L'aventure des nouveaux médias

Si la presse, traditionnelle, reste l'outil privilégié de la CGT pour sa propagande syndicale durant notre période, le Front populaire va lui permettre d'inaugurer de nouveaux moyens de communication : les médias de masse. Déjà, dans le programme du Rassemblement populaire, adopté par la confédération, la partie consacrée aux « *revendications politiques* » affirmait la volonté d'assurer l'indépendance de la presse et de la radio, le média émergent de l'époque. Alors qu'on ne comptait que 500 000 postes en 1930, ce chiffre passe à 2 millions en 1935, 4 millions en 1937 et 5,5 millions en 1939. Le monde politique avait d'ailleurs perçu depuis quelques temps l'intérêt qu'il pouvait en retirer puisque les années trente marquent un renforcement du rôle de l'Etat dans le domaine de la radiodiffusion. Tardieu fut le premier homme politique à intervenir sur les ondes en 1932, tandis qu'à partir de 1934 Doumergue en devint un habitué. Avec la victoire du Front populaire, c'est au tour de la gauche et de la CGT d'y avoir accès à partir du printemps 1936.

### Radiodiffusion

Le 5 juin au soir, après une rencontre avec Léon Blum (et certainement sur sa proposition), Jouhaux fait une déclaration radiodiffusée dans laquelle il demande à l'opinion publique de conserver sa quiétude et sa confiance en la classe ouvrière. Il réaffirme le caractère apolitique du mouvement dont le seul but est d'obtenir la satisfaction des revendications<sup>34</sup>. Il appelle également les fédérations CGT à assurer le ravitaillement et les services de santé et de sécurité à maintenir une continuité de service afin de conserver la sympathie de la population. Trois jours plus tard, au lendemain de la signature des accords Matignon, il intervient de nouveau à vingt heures pour présenter les résultats obtenus, appeler les travailleurs au respect des engagements pris et célébrer l'intégration de la classe ouvrière dans la nation dans le cadre d'une démocratie économique :

*« La victoire obtenue dans la nuit de dimanche à lundi consacre le début d'une ère nouvelle [...] l'ère des relations directes entre les deux grandes forces économiques du pays [...] Pour la première fois dans l'histoire du monde, toute une classe obtient dans le même temps une amélioration de ses conditions d'existence [...] Nous devons, nous travailleurs, faire honneur à notre signature et appliquer loyalement et pleinement les clauses de l'accord général conclu, pour trouver dans cette application les forces nouvelles et la conscience élargie nécessaire aux conquêtes nouvelles de demain. »<sup>35</sup>*

---

<sup>34</sup> *Le Peuple*, 6 juin 1936 : « Au nom de la CGT » par Jouhaux.

<sup>35</sup> LEFRANC G., *Juin 36*, Paris, Julliard, 1966, p.160.

---



---

Par la suite, le secrétaire général de la CGT interviendra à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1937. Son discours, ainsi que celui de Raynaud de l'Union des syndicats de la Seine est retransmis en direct de la cour de Vincennes et son écoute est attestée de très nombreuses villes<sup>36</sup>. Mais ces allocutions radiophoniques ponctuelles, dictées par les événements, prennent fin cette même année 1937. Dans le cadre d'une réorganisation voulue par le gouvernement de Front populaire, Marceau Pivert, chargé de mission auprès de la presse, de la radio et du cinéma, obtient pour la CGT une émission d'un quart d'heure tous les samedis à 13h sur la TSF et deux émissions hebdomadaires supplémentaires de trente minutes le mardi et le vendredi, entre dix huit heures trente et vingt heures, pour le Centre Confédéral d'Education Ouvrière. Evénement sans précédent, la CGT se voit donc attribuer des plages régulières à la radio, à l'instar d'autres organisations telles le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes ou la Ligue des Droits de l'Homme. Ce média s'avère être un formidable outil pour la propagande syndicale, capable d'atteindre les masses. Transmises en direct depuis le studio de la Tour Eiffel, ces émissions, intitulées « La Voix de la CGT », constituent « *une enclave de la CGT au sein de l'appareil d'Etat* »<sup>37</sup>. En effet, le service des émissions économiques et sociales du poste d'Etat de la Tour Eiffel (la censure), dirigé par Vallon, n'est jamais intervenu ni sur la forme, ni sur le fond. Les interventions, d'abord conçues comme des cours radiodiffusés, laissent pourtant rapidement place à des causeries faites par les professeurs et intervenants syndicaux autour de la littérature, de l'histoire du mouvement ouvrier, des réformes sociales, de la CGT ou de la vie du CCEO<sup>38</sup>. Des disques présentant une valeur sociale ou esthétique sont également passés à l'antenne. Enregistrées, plusieurs de ces interventions ont pu être relayées dans des émissions régionales comme à Lille, Lyon ou Montpellier<sup>39</sup>. Sortant quelques fois du cadre strictement éducatif, certaines de ces causeries engendrent les protestations du représentant du patronat au Conseil de la Radiodiffusion et des députés de droite comme Joseph Denais pour qui « *trop souvent, les émissions de postes gouvernementaux sont contraires à la morale autant qu'à la vérité* »<sup>40</sup>.

L'expérience est interrompue à l'été 1939, par décision gouvernementale après l'instauration du Commissariat général à l'information sous la direction de Jean Giraudoux. Mais durant deux années,

---

<sup>36</sup> PROST A., *Les premiers mai du Front populaire en province 1936-1939*, Vingtième siècle, n°27, 1990, p.61-76.

<sup>37</sup> LEFRANC G., « Rétrospectives, militant socialiste et syndicaliste », *Cahiers de l'OURS*, n°118, 1981, p.41.

<sup>38</sup> IHS CGT, CFD 33 : Compte rendu des causeries à la TSF dans « La voix de la CGT » pour l'année 1937.

<sup>39</sup> IHS CGT, CFD 28 : Rapport d'activité du CCEO, mai-juin 1937.

<sup>40</sup> ORY P., *La Belle Illusion, La Belle Illusion, culture et politique sous le signe du Front Populaire, 1935-1938*, Paris, Plon, 1994, p.599.

---

---

la CGT a expérimenté un nouveau mode de communication qui lui permit d'élargir son audience, une incursion dans l'inconnu où « *il fallut tout apprendre sur le tas et...[où] il restait bien des choses à découvrir* »<sup>41</sup>.

## Cinéma

Mais le cinéma intéresse aussi les organisations syndicales en tant que moyen de propagande moderne. Le 29 juin 1937, le Bureau de la Fédération Syndicale Internationale à laquelle la CGT est affiliée, examine une résolution sur la question du film. Le comité syndical international pour la jeunesse et l'éducation ouvrière souligne alors « *l'utilité de former le goût du public [...] afin d'influencer la projection de films et ultérieurement leur production, dans le sens de nos conceptions sociales et artistiques* »<sup>42</sup>. En France, à cette dynamique internationale, s'ajoute une implantation solide de la CGT dans le milieu du cinéma à partir de 1936, avec la Fédération du spectacle et surtout le Syndicat général des travailleurs de l'industrie du film. Pourtant au cours des différents comités confédéraux nationaux de 1933 à 1936, Briche de l'union départementale du Jura intervient à plusieurs reprises pour demander à la CGT de s'intéresser à la propagande par le film, en vain<sup>43</sup>. Il faut dire qu'à l'inverse de la SFIO (Service cinématographique de la fédération socialiste de la Seine), du PCF (Ciné-Liberté) ou d'autres centrales syndicales européennes, la CGT n'a pas de service cinématographique propre.

Aussi, la première production cinématographique syndicale qui voit le jour est à mettre au compte d'une initiative locale, celle de l'union des syndicats parisiens. Réalisé par des grévistes de l'industrie du film partis faire le tour des principales usines de la région parisienne, le reportage *Grèves d'occupation* montre à voir le mouvement gréviste de juin 1936, son organisation et son caractère festif<sup>44</sup>. Puis entre 1937 et 1938, la confédération investit de manière plus manifeste ce nouveau domaine et entreprend la réalisation de trois films fédéraux, en s'alliant avec Ciné-liberté et la toute jeune Maison de la technique regroupant des responsables syndicaux<sup>45</sup>. Elle participera également à celle de *La Marseillaise* de Renoir. Les fédérations des cheminots, du bâtiment et de la métallurgie, parmi les plus importantes de la confédération, produisent respectivement *Sur les routes d'acier*, *Les bâtisseurs* et *Les métallos*<sup>46</sup>. Cette

---

<sup>41</sup> LEFRANC G., « Rétrospectives, militant socialiste et syndicaliste », op. cit., p.42.

<sup>42</sup> IHS CGT, CFD 43 : Résolution sur la question du film adoptée par le Bureau de la FSI, 29 juin 1937.

<sup>43</sup> LEFRANC G., *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*, Paris, Payot, 1970, p.164.

<sup>44</sup> Exposition *Accords, raccords, désaccords, Syndicalisme et cinéma*, décembre 2001-janvier 2002 aux Archives Départementales de la Seine Saint Denis.

<sup>45</sup> ORY P., *La Belle Illusion*, op. cit., p.563.

<sup>46</sup> PERRON T., BRETON E., GUILLOUX M., ROY J., *Cinéma et Mouvement social*, Paris, VO Editions, 2000, p.59

---

---

« *trilogie cégétiste du Front Populaire* » profite de la collaboration d'intellectuels et d'artistes qui veulent « *aller au peuple* »<sup>47</sup>.

Ces films peuvent se prévaloir d'accueillir des collaborateurs reconnus aussi bien du point de vue technique et cinématographique que du point de vue musical<sup>48</sup>. Mais ces trois films présentent d'autres points communs. Ils ont un format identique (une quarantaine de minutes chacun) et sont diffusés à partir de 1938. Surtout ils attachent une place importante au travail et à la profession. Enfin, le rapport à la modernité est très présent, à des degrés différents suivant les films. Seul l'aspect politique connaît de grandes différences de traitement même si les dirigeants syndicaux respectifs des fédérations apparaissent dans chacune des réalisations. Entre *Sur les routes d'acier*, qui font preuve d'une neutralité exemplaire et se concentrent principalement sur la grande aventure moderne qu'est le transport ferroviaire<sup>49</sup> et *Les métallos* qui mettent au centre de leurs préoccupations la dimension politique et sociale du syndicalisme, les écarts sont grands. *Les bâtisseurs* font ici figure de « juste milieu » en retraçant l'histoire du bâtiment de la cathédrale de Chartres à l'Exposition Universelle de 1937 et en réconciliant l'art sacré et le patrimoine national et populaire<sup>50</sup>. Cependant, à partir de ce dernier, la même équipe, à l'exception de Jean Epstein, réalise un court métrage de dix minutes intitulé *La relève*, qui dresse un bilan très critique du gouvernement du Front populaire et fait un appel à la mobilisation en faveur de l'Espagne républicaine. La réalisation de *La relève* doit alors être comprise comme une version plus courte et plus politique, « *un film derrière le film* » faisant plus œuvre « d'agitation-propagande » que d'éducation<sup>51</sup>. Ces films sont principalement diffusés au sein du réseau militant, dans les réunions syndicales<sup>52</sup>. Cependant *Sur les routes d'acier* est exploité, pour le grand public, par les circuits Gaumont qui retirent toutefois la partie syndicale du film. Ce film permet à la CGT d'occuper pour la première fois une partie des écrans des salles obscures.

La période du Front populaire ouvre donc de nouvelles perspectives pour la propagande syndicale. L'inauguration de nouveaux moyens de communication permet à la CGT d'atteindre un public plus large que la seule audience syndicale. L'utilisation des médias de masses oblige la confédération à

---

<sup>47</sup> PERRON T., « Les films fédéraux ou la trilogie cégétiste du Front Populaire », in *Les images de l'industrie de 1850 à nos jours*, Paris, 2002, p.81-93.

<sup>48</sup> Jean Epstein, Boris Peskine, Jacques Lamarre, Le Corbusier, Auguste Perret, Arthur Hoéré, Henri Lavalée, Arthur Honegger, Robert Desnos, Germaine Tailleferre.

<sup>49</sup> *Le Peuple*, 1<sup>er</sup> mai 1938 : « Pour l'éducation sociale de la classe ouvrière, des musées du travail aux films des métiers ».

<sup>50</sup> *La Vie Ouvrière*, 12 mai 1938 : « La vie culturelle : *Les bâtisseurs* ».

<sup>51</sup> PERRON T., « Les films fédéraux ou la trilogie cégétiste du Front Populaire », op. cit., p.91.

<sup>52</sup> IHS CGT, CFD 33 : Circulaire H160 du Bureau confédéral aux UD pour la diffusion des *Bâtisseurs*, 11 avril 1938.

---

---

opérer un basculement sémantique de son discours, de la classe ouvrière en direction du peuple tout entier. La CGT élargit alors son champ d'interpellation et participe à un processus qui dépasse, du même coup, le simple champ syndical. Cette transformation déjà perceptible aux lendemains du 6 février 1934<sup>53</sup>, se confirme avec le Front populaire et avec l'institutionnalisation du syndicat. Mais les grands rassemblements, les 1<sup>er</sup> mai semblables à une quasi-fête nationale<sup>54</sup> et la présence de la CGT à l'Exposition universelle de 1937 participent également de cette mutation qui marque l'intégration du syndicat à la nation.

---

<sup>53</sup> *Le Peuple*, 6 février 1934 : « La CGT aux travailleurs » ; *Le Peuple*, 10 février 1934 : « *Au peuple, aux travailleurs !* », *Le Peuple*, 22 février 1934 : « Résolution du CCN : *Au Peuple* ».

<sup>54</sup> PROST A., *Les premiers mai du Front populaire en province 1936-1939*, op. cit., p.61-76.

---